



Résumé

TITRE	Evaluation et révision de la réglementation relative au commerce des services
Demandeur	Burundi - Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et du Tourisme
Durée du projet	La date de commencement prévue est en Mars 2012 et la période de mise en œuvre sera de 4 mois.
Objectifs de l'action	Objectif global : Renforcer l'intégration commerciale du Burundi par l'amélioration du cadre légal, réglementaire et institutionnel existant dans le secteur des services.
Expertise	<p>Trois experts seront engagés pour mener à bien cette mission. Le chef d'équipe sera en charge de la mise en œuvre globale du projet. Sa responsabilité première sera d'évaluer le cadre légal, réglementaire et institutionnel dans le domaine de la distribution, d'identifier les améliorations devant être apportées et de développer des propositions concrètes pour y remédier. Il devra présenter une grande expérience en matière de révision de politiques commerciales, particulièrement dans le domaine des services en général.</p> <p>Également, l'Expert n° 2 et l'Expert n° 3 devront évaluer et proposer des améliorations du cadre légal, réglementaire et institutionnel dans les domaines de l'éducation et des services liés à l'environnement respectivement. Ils devront aussi présenter une grande expérience en matière de révision de politiques commerciales, particulièrement dans leur domaine de services respective.</p>
Résultats attendus	
	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en place d'un cadre réglementaire, légal et institutionnel conforme aux normes internationales de l'OMC et cohérent avec les stratégies nationales et régionales (marchés commun au sein de la CEA et du COMESA) de développement sectoriel dans les secteurs suivants: Services de Distribution, Services de l'Education, Services concernant l'Environnement; 2. Propositions concrètes autour des options envisageables en termes de réforme des réglementations mentionnées. Ces propositions devront appuyer les apports réglementaires proposés et assurer la durabilité des réformes ; 3. Renforcement de la transparence et la prévisibilité du cadre légal dans chacun des domaines mentionnés ci-dessus pour les investisseurs concernés ; 4. Fonctionnaires des Ministères techniques concernés mieux formés et préparés à même de remplir leurs missions.
Activités principales	
	<ol style="list-style-type: none"> i. Évaluer et revoir le cadre réglementaire, légal et institutionnel existant dans les secteurs suivants: <ol style="list-style-type: none"> a) Services de Distribution

	<ul style="list-style-type: none">b) Services de l'Educationc) Services concernant l'Environnement <ul style="list-style-type: none">ii. Développer des propositions concrètes afin de mettre à jour et d'améliorer ce cadre réglementaire, légal et institutionnel ;iii. Développer des propositions de mesures d'accompagnements visant à assurer la pérennité de l'action ;iv. Assurer l'implication des différents acteurs concernés dans l'élaboration des travaux ;v. Organiser un atelier national (3 jours, 50 participants) afin de présenter les résultats de la révision et les propositions concrètes.
Budget Estimé	EUR 190.000